

Pouvoir d'emprunt

M. Harquail: Vous n'avez rien à dire. Vous n'avez jamais rien eu à dire.

M. Waddell: Je me demande pourquoi les chômeurs sont si nombreux au Nouveau-Brunswick.

M. Harquail: Vous n'avez rien à dire qui puisse m'intéresser.

M. Waddell: Un de nos problèmes, c'est que la politique économique du gouvernement a donné carte blanche à la Banque du Canada pour qu'elle attaque l'inflation sur un seul front, avec les résultats qu'on connaît: l'économie est au point mort, 11,000 entreprises ont déclaré faillite l'an dernier, l'industrie fonctionne à seulement 70 p. 100 de sa capacité et à peu près deux millions de Canadiens sont en chômage. Le gouvernement devrait créer des emplois au lieu de poursuivre sa lutte contre l'inflation.

Le gouvernement est vraiment dans une impasse en matière de création d'emplois. Il donne aux Canadiens l'impression qu'il a des emplois pour ses favoris, dont M. Gillespie et M. Macdonald. Les exemples ne manquent pas . . .

M. Sargeant: Et M. Pitfield.

M. Waddell: . . . M. Pitfield et bien d'autres. On paye des salaires énormes à ces gens, tandis que le Canadien moyen, comme les citoyens de Vancouver-Kingsway et ceux de circonscriptions d'autres députés, vivent dans la misère. Cette situation n'est guère réjouissante. A longue échéance, elle entraînera la chute du gouvernement, qui est fichu moralement et politiquement, s'il ne change pas de cap.

Je veux proposer certaines solutions. Il faudrait d'abord accorder la priorité aux emplois. Je ne crois pas qu'il faille demander aux gens de se contenter de moins. Au contraire, nous devons leur demander de viser plus haut, de songer à obtenir un emploi convenable et de dépenser de l'argent. L'industrie manufacturière ne fonctionne qu'à 70 p. 100 de sa capacité. Il faut procurer de l'argent aux consommateurs sans trop tarder. Le budget que doit présenter le ministre des Finances (M. Lalonde) devra prévoir des stimulants à court terme.

Me croira qui voudra, j'ai rencontré des membres de la Chambre de commerce, du Congrès du travail ainsi que des citoyens de Toronto, de Winnipeg, de Sudbury, d'Edmonton et de Vancouver. Je n'ai malheureusement pas pu aller au Nouveau-Brunswick, mais je compte bien m'y rendre. Les gens là-bas seront probablement du même avis. D'un bout à l'autre du pays, les Canadiens ont dit que le budget devrait stimuler l'économie. Le député conviendra qu'il faudrait encourager les gens à dépenser, en leur donnant du travail et de l'argent. Ce sont là des mesures à court terme. Quel genre de stimulant donnerait donc les résultats escomptés? Autre chose que le programme de création d'emplois du gouvernement. Je n'ai pas le temps d'entrer dans les détails, mais j'ai consulté une analyse de ces programmes et je me bornerai à vous dire qu'ils ont à peine effleuré le chômage. Le gouvernement a dépensé environ 1 million de dollars pour 13 programmes. Cela coûte quelque \$14,000 pour créer un emploi à plein temps. Pour M. Gillespie, cela coûte 1.4 million de dollars, mais pour les autres, \$14,000. Somme toute, le gouvernement a créé environ 72,000 emplois et j'ai déjà dit que nous en avons perdu 500,000 depuis un an. Ces programmes, tels le Programme canadien de développement, le Programme Extension, le PADEL et le Programme Été Canada, sont à court terme. Certes, les étudiants

veulent du Programme Été Canada. Les gens veulent tout ce qu'ils peuvent avoir. D'aucuns sont tellement désespérés qu'ils prendront n'importe quoi. Toutefois, ce ne sont pas là de bons emplois.

Lorsque nous parlons de «bons emplois à court terme», nous pensons à une stimulation directe du secteur du logement, qui sache donner du travail aux plombiers et aux menuisiers. Les menuisiers de ma circonscription m'ont dit qu'ils souhaitaient vivement travailler. Le transport ferroviaire est un bon placement. Si le gouvernement l'a déjà mentionné et s'il pouvait seulement changer sa position au sujet du tarif du Pas du Nid-de-Corbeau et s'en tenir à l'investissement ferroviaire, il ferait ce qu'il doit faire. Pour ce qui est de l'exploitation forestière, il faudrait songer au reboisement, à la fabrication de la machinerie et autres choses du genre. Dans le secteur énergétique, il y a place pour des emplois à court terme dans les contrôles d'énergies, qui visent à assurer un approvisionnement énergétique suffisant pour tous les foyers canadiens. Il y a place pour de grands programmes d'investissement à court terme qui soient meilleurs que les programmes actuels de création d'emplois à court terme du gouvernement. Je soumets cette autre option réelle et positive aussi bien au député de Restigouche, qui est maintenant plus calme, qu'au ministre des Finances.

Je ne sais pas si des députés ont lu un nouvel ouvrage de John Naisbit intitulé *Megatrends*. Selon cet ouvrage, trois pays industrialisés seulement, soit le Royaume-Uni, les États-Unis et le Canada, n'ont pas adopté la notion de planification à long terme. Et c'est là-dessus que je ne suis pas d'accord avec mes amis à droite, car nous, du NPD, disons qu'il est à peu près temps que nous envisagions la planification à long terme au Canada. C'est possible. Nous devons le faire si nous ne voulons pas que notre pays s'écroule, que notre croissance économique soit pire que jamais. Nous pouvons le faire et nous devons nous y efforcer. Nous devons nous appuyer sur le fait que nous avons des ressources. Toutefois, nous ne devrions pas nous contenter d'exporter nos ressources aux États-Unis et au Japon. Nous devrions commencer à transformer quelques-unes de nos ressources au Canada même dans le cadre de notre stratégie industrielle. Il faut la régionaliser. Il doit y avoir, par exemple, une stratégie pour le Nouveau-Brunswick, englobant peut-être la construction navale. Il doit y avoir une stratégie pour Terre-Neuve, avec l'exploration pétrolière et sous-marine. Il faut une stratégie pour ma région, tenant compte de l'industrie forestière et des grandes possibilités d'échanges avec les pays riverains du Pacifique. Cela peut se faire, mais il faut le faire avec le plus grand sérieux, planifier les choses.

Mercredi j'ai assisté à une séance de comité au cours de laquelle le sénateur Jack Austin a témoigné. Quand nous examinons en Chambre ces questions importantes, il ne faut pas oublier qu'un type comme le sénateur Austin gère deux à trois milliards d'investissements effectués dans la CDIC, la Corporation de développement des investissements du Canada, qui participe à beaucoup de ces sociétés d'État comme Teleglobe, de Havilland, Canadair, El Dorado et aussi d'autres sociétés. Cette corporation pourrait devenir un élément de la planification gouvernementale. Voilà ce qui se fait en d'autres pays et nous finirons bien par y venir. Inutile de reprendre les slogans de droite des partisans de Reagan ou de Thatcher. L'avenir